



REVUE DE PRESSE
SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 02 JUILLET 2015

Bordeaux et Magelis à jeu égal

JEU VIDÉO Les pôles bordelais et angoumoisins vont se rapprocher dans le cadre de la grande région pour peser plus aux niveaux national et européen

Laurie Bosdecher

lbosdecher@sudouest.fr

Frédéric Pedro est un précurseur. En 2010, encore étudiant, il crée Polm Studio, agence d'innovation autour du jeu vidéo et d'applications mobiles. Il fait un tour de France pour recruter ses collaborateurs.

Les talents qu'il recherche sont à la fois à Angoulême, seule ville européenne à proposer une formation bac + 5 au jeu vidéo, et à Bordeaux. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, In-Fusio a réuni dans le port de la Lune les meilleurs développeurs de jeux sur téléphone mobile, restés sur place après la fermeture de l'entreprise.

« De façon assez naturelle, Polm Studio a ouvert deux bureaux, un au pôle Magelis à Angoulême, composé essentiellement de graphistes, et un autre à Bordeaux, avec des déve-

« La fusion des trois régions est une très belle opportunité pour la filière du jeu vidéo »

loppeurs. Les deux villes sont à une heure de train, demain à trente minutes avec la LGV. C'est pratique. »

Depuis quelques mois, Frédéric Pedro assiste en témoin privilégié au rapprochement des pôles image d'Angoulême et jeu vidéo de Bordeaux, accéléré par la fusion des régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin.

Complémentarité

En mars dernier, les présidents Jean-François Macaire (Limousin) et Alain Rousset (Aquitaine) ont visité Magelis. Le pôle image d'Angoulême, seul de cette envergure en France, accueille une centaine d'entreprises, 1 000 emplois et neuf écoles. La candidate de la droite et du centre aux régionales de décembre prochain, Virginie Calmels, est elle aussi venue sur place en mai dernier.

« La fusion des trois régions est une très belle opportunité pour la filière du jeu vidéo, estime François Gilbert, directeur des TIC (technologies de l'information et de la communication) au Conseil régional d'Aquitaine. Les Angoumoisins savent raconter et créer des histoires.

À Bordeaux, nous sommes bons sur l'intégration et le logiciel. Il y a une vraie complémentarité. L'animateur peut aussi nous servir dans d'autres domaines comme la santé ou l'e-commerce. »

« Nous travaillons déjà avec Magelis, mais les choses s'accroissent », expose Frédéric Rorai, président de l'association Bordeaux Games qui regroupe les professionnels du jeu vidéo à Bordeaux. Les deux entités ont ainsi poussé à l'implantation de l'Idéf, salon professionnel du jeu vidéo, à Bordeaux. L'événement ferme ses portes ce soir au Hangar 14 (voir ci-joint).

Desemplois à la clé

D'ici à la fin de l'été, elles devraient signer une convention de partenariat et créer une marque commune « Nous pouvons devenir une locomotive économique de la future région. Il y a beaucoup d'emplois à la clé », avance Frédéric Rorai.

Avec des entreprises comme Aso bo (qui a produit plusieurs jeux vidéo dérivés de dessins animés), Be Tomorrow ou ConcoursMania Bordeaux est aujourd'hui sur la troisième place du podium français de

villes productrices de jeux vidéo. Angoulême, avec Magelis, absorbe une grosse part des investissements liés à l'image. « L'enjeu, derrière cette union, c'est plus de studios, plus de monde, plus de formation, plus de budget, estime Frédéric Pedro. On sera plus forts ensemble. Angoulême a encore un problème de positionnement d'image à l'international. Avec un allié comme Bordeaux, cela ne peut que lui être bénéfique. »

Promis, personne ne mangera personne. Bordeaux n'absorbera pas Magelis. Dans les jeux vidéo, loisir préféré des Français, les histoires se terminent - en principe - en happy end.

SECTEUR PORTEUR

Le secteur du jeu vidéo ne connaît pas la crise. Les ventes de consoles, jeux et accessoires devraient progresser de 8 % en 2015 en France. Ces chiffres ont été présentés mardi en ouverture de l'Idéf (Interactive Digital Entertainment Festival, salon des éditeurs et distributeurs de jeux vidéo à Bordeaux). « L'occasion pour nous de travailler notre réseau et de mettre en avant le savoir-faire industriel régional », estime Frédéric Rorai, président de Bordeaux Games. 62 % des Français entre 6 et 64 ans jouent aux jeux vidéo, bien culturel le plus offert en France.

La liste FN sera conduite par Jacques Colombier

RÉGIONALES L'élu bordelais a siégé au Conseil régional d'Aquitaine de 1986 à 2010

Sur la sellette depuis qu'il n'a pas été reconduit au bureau politique national du FN, Jacques Colombier, dont les relations avec Marine Le Pen sentent plus le vinaigre que le miel, a été désigné hier pour conduire la liste FN dans la future grande région Aquitaine alors que le nom du jeune Lot-et-Garonnais Étienne Bousquet-Cassagne circulait.

De retour en mars 2014 au Conseil municipal de Bordeaux, Jacques Colombier devrait également retrouver les bancs de la Région (si on en croit les sondages, qui attribuent 18 % au FN), collectivité où il a siégé de 1986 à 2010, occupant même une vice-présidence en début de mandat, lorsque le RPR était moins hostile envers Jean-Marie Le Pen.



Jacques Colombier. PHOTO T. DAVID



J'ai beaucoup de respect, d'amitié pour vous. J'ai une volonté très forte d'être à vos côtés »

Discours amical, hier, de Jérôme Sourisseau, nouveau président du Sdis, aux pompiers charentais

Un recours à connaître

ÉCONOMIE Depuis sept ans, 2 248 emplois ont été préservés en Charente grâce à la médiation de crédits aux entreprises. Explication

HÉLÈNE RIETSCH
hrietsch@sudouest.fr

« Grâce à la médiation de crédit, on est encore en vie avec un plan de continuité pour s'en sortir. » Serge Alix, patron de l'entreprise Geiger multimédia service à Angoulême, est venu témoigner hier à la préfecture. Sa petite entreprise, spécialisée dans la réception TNT, a essuyé une tempête, passant de 9 à 4 salariés.

Six mois après avoir fait appel à la médiation de crédit départementale, cette entreprise a évolué vers les métiers de la sécurité (vidéoprotection et vidéosurveillance), et surtout évité le pire. « Souvent quand on est la tête dans le guidon, on ne perçoit pas les vrais problèmes de l'entreprise. Perte de chiffre d'affaires, érosion des marges, augmentation des charges fixes, il a fallu adapter nos procédures », reconnaît Serge Alix.

Ne pas tarder

Et aujourd'hui, le chef d'entreprise incite ceux dont les encours commencent à s'envoler, « à ne surtout pas hésiter ». Message relayé en tout point par le médiateur national du crédit aux entreprises, Fabrice Pesin, et par le médiateur charentais, Olivier Bouan, par ailleurs directeur de la Banque de France, reçus hier par le préfet Salvador Perez. « Il faut se manifester dès les



Fabrice Pesin, médiateur national du crédit aux entreprises, hier à la préfecture d'Angoulême. PHOTO: H. R.

premières difficultés. Souvent les entreprises tardent trop à le faire, le dossier est trop dégradé et relève malheureusement plus du tribunal de commerce que de la médiation », pointe Fabrice Pesin.

« Il n'y a rien de pénalisant ni d'offensant », a souligné le préfet. La médiation de crédit passe par un dépôt de dossier sur un site Internet dédié (www.mediateur.du.credit.fr). Elle s'adresse à tout dirigeant d'entreprise en proie à des difficultés de financement (découvert dénoncé par une banque, échéance d'un prêt que l'entreprise n'arrive pas à payer, etc.). En Charente, depuis 2008, 357 entre-

prises ont saisi le médiateur du crédit qui n'est ni actionnaire ni banquier.

« Notre vision est indépendante, et de surcroît, nous sommes des comptables d'où notre perception des pistes de solutions », explique Olivier Bouan. Près de 80 % des dossiers ont été acceptés avec un taux de médiation réussie de 64 %, ce qui a préservé 2 248 emplois. Les principaux secteurs d'activité concernés sont les services (30 %). Étrangement, les agriculteurs sont très peu représentés en Charente et nationalement. Ce dispositif leur est pourtant totalement ouvert.

Le CFA bouge dans l'ex-hôpital

APPRENTISSAGE
Le campus emménagé pour un an dans le bâtiment Montesquieu

C'est sur le site de l'ancien hôpital que le centre de formation des apprentis (CFA) de Cognac va trouver refuge pendant un an. Le campus des métiers situé rue du Repos, doit être entièrement rasé et reconstruit sur place, à l'exception de l'atelier de tonnellerie.

En attendant, la chambre des métiers et de l'artisanat a trouvé un point de chute dans un bâtiment, baptisé Montesquieu, qui servait auparavant de local pour les syndicats et le personnel.

Plusieurs salles de cours sont prévues pour accueillir les 180 élèves en alternance des formations coiffure, esthétique et vente ainsi que des salles concernant l'administratif et un restaurant.

Dans un autre bâtiment, les formations coiffure auront accès à un salon avec tout l'équipement nécessaire dans un milieu lumineux. Une pièce distincte comprendra un coin « humide » rempli de bacs pour laver les cheveux.

Enfin, les formations esthétiques trouveront une salle agréable avec une dizaine de lits pour s'entraîner et « continuer leur formation pro-



Les enseignantes découvrent leur nouveau lieu de travail. M.-L.L.

fessionnelle sereinement » dans ces locaux temporaires, comme l'ont souligné les élus présents pour cette inauguration un peu inhabituelle.

30 000 euros de travaux

« C'est un nouveau départ », comme le métaphorise Alain Testaud, président de la chambre des métiers et de l'artisanat (CMA) de Charente. « Le bateau s'enlisait, maintenant il est remis à flot. »

Le coût des travaux de rénovation pour cette occupation tempo-

raire s'élève environ à 30 000 euros, mais le matériel déjà présent à l'ancien CFA a été déplacé par les agents d'entretien en un temps record.

« L'ancien hôpital est un lieu pratique et surtout inoccupé que nous a proposé Michel Gourinchas, le maire de Cognac (qui est aussi conseiller régional), » explique le président de la CMA.

Les élèves découvriront donc leurs nouveaux locaux de la rue du Repos dès la rentrée 2016.

Marie-Laure Lejeune

Au foot, on éduque plus qu'on entraîne



Au premier rang à gauche, le président Fabrice Arneau et le responsable de l'école de football, Michel Volantin, avec l'ensemble des entraîneurs. PHOTO S.B.

Le club de football castelbernardin a traversé une saison mouvementée. Le stade Claude-Boué est en plein réaménagement afin d'accueillir le futur complexe footballistique communautaire. Dès le printemps, il a donc fallu s'expatrier à la Belle Allée pour les entraînements et un peu plus tard pour les tournois. Pour l'assemblée générale du samedi 27 juin, les footballeurs se sont repliés à la salle Jean-Tardif.

Le responsable de l'école de football Michel Volantin s'est réjoui du bon déroulé lors de la cohabitation entre les clubs cognaçais et castelbernardin. Un déménagement forcé qui a toutefois occasionné un manque à gagner de 1 000 euros s'agissant des bénéfices générés par la buvette, a rappelé Christine Arneau, la trésorière.

Le club a récompensé la seule éducatrice fédérale certifiée et diplômée de Charente, Linda Roméo qui entrainera les U11 l'an prochain. Da-

vid Guyton assurera l'entraînement des seniors qui, malgré une très belle finale de coupe Edely, ont vécu une saison désastreuse : joueurs démotivés et non assidus aux entraînements.

Les plaintes des parents

Lors des questions diverses des parents, certains coaches ont été jugés trop ou pas assez sévères, élitistes. Et justement aux parents, Olivier Rigalaud, entraîneur U11, a exprimé son ras-le-bol.

Selon lui, il y a aussi trop d'énergie mobilisée à gérer les parents avec diplomatie. Cela représenterait du temps perdu pour les enfants qui sont, eux aussi, souvent ingérables (crachats, bagarres). Et de rappeler le discours lourd de sens tenu par le district : « Vous êtes des éducateurs. » Avant de conclure par ces mots : « Je pense être plus sévère l'an prochain, les vacances vont être réparatrices. »

Reprise des entraînements

Les débutants, les U11 et U13 chaussent à nouveau leurs crampons le 2 septembre. Seuls les débutants iront s'exercer sur le stade Claude-Boué de Châteaubernard de 17 h 15 à 18 h 30 tous les mercredis, les U11 et U13 fouleront le stade de Crouin les mercredis et vendredis de 18 h 30 à 20 heures.

Pour les U15 et U17-U18, la reprise se fera dès le 17 août. Les U15 rejoindront soit la base plein air de Cognac ou le terrain de foot de Merpins les mercredis et vendredis de 18 h 30 à 20 heures.

Quant aux U17 et U18 ils s'entraîneront les mardis et vendredis au stade du collège Félix-Gaillard ou à la base plein air de 18 h 45 à 20 h 45. Les seniors reprendront dès le 3 août au stade du collège Félix-Gaillard les lundis et mercredis dès 19 heures.

Sandra Balian

Contact au club : 06 85 22 12 88.

Trente ans de danse sur scène

Dense et intense était le 30^e gala de l'école de danse Fabienne Zeman vendredi 26 et samedi 27 juin au Castel, à Châteaubernard.

Les 110 élèves ont plongé avec enthousiasme dans une vaste étendue d'univers musicaux et de styles chorégraphiques.

« Un vrai marathon de la danse pour certaines » qu'a tenu à saluer la professeure très émue et pour lequel certaines anciennes élèves n'ont pas hésité à remettre les chaussons.



Un french cancan endiablé a ouvert trente ans de rétrospective dansée à Châteaubernard. PHOTO SANDRA BALIAN

Les caravanes continuent de passer à Angoulême

Après quinze jours de campement sur l'ex-stade de Fontgrave, les gens du voyage sont partis hier. Une cohabitation difficile avec les riverains.



Après deux semaines sur le terrain de Fontgrave, les gens du voyage sont repartis en direction de Paris.

Photo Renaud Joubert

Les riverains s'agacent, la mairie s'irrite mais les caravanes continuent de passer.

Après la mission évangélique installée pendant plusieurs jours à Ma Campagne (CL du 18 juin), c'est l'ancien stade de Fontgrave qui vient d'accueillir son désormais traditionnel campement. Partis hier, les gens du voyage sont restés deux semaines après avoir enlevé les énormes pierres censées barrer l'accès de ce site aujourd'hui à l'abandon.

Et comme à Ma Campagne avec le bois Saint-Martin, les riverains pointent du doigt le supposé manque d'hygiène de leurs voisins de passage, en particulier dans le petit bois d'à côté.

«C'est sale, il y a du papier toilette partout, c'est la première fois que

je vois ça ici. C'est sûr, ça vient du campement», assure un riverain. Pour Cathy, une autre riveraine, la faute n'incombe pas aux gens du voyage mais plutôt à la mairie. «C'est leur devoir de faire en sorte que les bois restent propres, s'énerve la riveraine, je les ai contactés à plusieurs reprises pour qu'ils installent de vrais sanitaires aux gens du voyage mais ils m'ont baladée de service en service.»

Interrogé sur le sujet, le maire Xavier Bonnefont finit par avouer sa lassitude voire sa colère. «On ne peut rien faire, si ce n'est faire en sorte que ça se passe le moins mal possible. Mais cette année, ça n'arrête pas. Je vais finir par envoyer la facture à l'État ou au Département, puisqu'il n'y a toujours pas d'aire de grand passage !»

À défaut d'une aire de grand passage dont le site - à Roulet? - doit être désigné avant la fin de l'année, la mairie a mis les sanitaires du stade à la disposition du campement. Ce qui fait dire aux gens du voyage qu'en définitive, ce ne sont pas eux qui souillent les bois «Ce n'est pas nous, assurait un de leurs porte-parole la veille de leur départ, nous utilisons les sanitaires du stade.» Les gens du voyage expliquent même avoir été réveillés à plusieurs reprises dans la nuit par des cris et des hurlements en provenance du bois: «Si il y a des déjections, c'est le fait des jeunes qui viennent dans le bois chaque soir avec leurs chiens et qui font tout ce bruit.»

Kévin ESTRADÉ

Elles & ils

■ Philippe Naud

s'apprête à investir les 540 mètres carrés de l'ancien local de Feu Vert dans la zone du Fief-du-Roy à Châteaubernard. En association avec quatre autres producteurs locaux, l'agriculteur cognacais veut lancer un marché de produits frais. «Je participe déjà à un marché similaire sur Saintes, ça fait un an qu'on réfléchit pour l'implanter aussi à Cognac. On a trouvé le bon local», décrit-il. Feu Vert parti dans ses nouveaux locaux de la zone du Mas-de-la-Cour-Bellevue, l'emplacement est libre. «On va engager près de 500.000€ de travaux pour tout mettre aux normes et aménager les chambres froides. On espère ouvrir début décembre, avant Noël». «Le marché du Fief» proposera du poisson, de la viande et des fruits et légumes. Entre cinq et six salariés y travailleront.

L'armement de la police municipale fait débat

Armer la police municipale, c'est un premier pas vers les milices armées. On voit ce qui se passe aux USA avec les armes.» Dominique Petit, première adjointe au maire de Châteaubernard, a livré son sentiment lors du tour de table, mardi soir, en séance plénière du conseil municipal. Les élus étaient invités à s'exprimer sur la question de l'armement de leur police municipale, que réclament les policiers eux-mêmes. «Si nous avions une police communautaire, alors pourquoi pas ?», selon le premier magistrat Pierre-Yves Briand. «La délinquance a lieu le soir et la nuit. Or la police quitte son travail à 18h», selon l'un des conseillers. «Il ne faut pas prendre de décision sous la pression gouvernementale ou médiatique», a ajouté Christel Gombaud, élue chargée des associations. «Plutôt contre», a renchéri Eric Liaud, maire adjoint aux affaires sociales. L'élue d'opposition Jean-Claude Fayemendie y est allé aussi de son commentaire: «Le nombre des commissaires de police a été réduit en France. On

cherche un peu à compenser ce manque en armant les polices municipales. Quand on connaît les problèmes posés, sur le terrain, par la légitime défense, on hésite à se lancer dans cette voie».

L'armement de la police municipale, deux adjoints y sont cependant favorables. «C'est leur devoir et leur droit de riposter et d'empêcher de nuire. Nos policiers sont d'anciens militaires qui ont déjà manipulé des armes», a plaidé Michel Damy, en charge des sports et des finances. «Je suis pour un rapprochement des polices armées. Sinon il ne faut pas les habiller pareils», a poursuivi Philippe Ourtaau, élu en charge de l'environnement.

Agrandissement du cimetière: Ce point était aussi à l'ordre du conseil municipal de mardi. Éric Lausberg, chef des services techniques, a présenté le projet d'agrandissement du cimetière de la rue de Doue. «L'idée était de faire quelque chose de paysagé et végétalisé», a argumenté Pierre-Yves Briand.

Pôle Emploi sous la critique

Dans un rapport rendu public aujourd'hui, la Cour des Comptes tance Pôle emploi, le jugeant peu efficace. Mais la direction réplique, dénonçant «une vision dépassée»

Manque d'accompagnement des chômeurs les plus vulnérables, perte de contact avec les entreprises, coûts croissants: la Cour des comptes livre aujourd'hui un nouveau rapport au vitriol contre Pôle emploi. Sa direction dénonce une analyse fondée sur une «base erronée» et une «vision dépassée» du service public.

Cité par le *Parisien/Aujourd'hui en France*, le rapport intitulé «Pôle emploi à l'épreuve du chômage de masse» a fait l'objet hier d'un communiqué de la Cour des comptes, avant sa publication intégrale jeudi.

Une version provisoire a été adressée il y a plus d'un mois à l'opérateur public, qui ne décolère pas. «Incompréhension et désaccord», résume-t-on à la direction générale.



Pôle emploi ne serait à l'origine directe de la reprise d'emploi que dans 12,6% des cas.

Photo archives AFP

»

Les moyens humains sont dispersés

rale.

La Cour des comptes estime que Pôle emploi - 53.000 agents, 32 milliards d'allocations versées par an - connaît «des résultats contrastés, avec des coûts croissants». «Confronté au chômage de masse, il a redéfini profondément sa stratégie en 2012, mais continue de connaître des difficultés opération-

nelles, en dépit de l'engagement de ses personnels.»

Circonstance atténuante: entre 2009 et 2015, le nombre de personnes inscrites sur les listes du plus gros opérateur de l'Etat, né en 2008 de la fusion à marche forcée entre les Assedic (indemnisation) et l'ANPE (accompagnement), est passé de 3,9 millions à 6,2 millions, soit +58%, relèvent les Sages de la rue de Cambon.

Dans leur viseur, le manque de contact avec les chômeurs de longue durée et des demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail, la baisse du nombre d'offres d'emploi collectées ou encore le peu de temps consacré aux entreprises.

«Les moyens humains sont dispersés», est-il également noté. «La part trop importante du temps de travail des conseillers consacrée à des activités de gestion et de management (22%) aboutit à ce que celle de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, «pourtant une priorité», est en définitive inférieure à 30%.

Selon *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, le rapport établirait que «Pôle emploi ne serait à l'origine directe de la reprise d'emploi que dans 12,6% des cas». «Les résultats obtenus en matière de taux de retour à l'emploi sont décevants», estimerait la juridiction.

Dans une lettre de douze pages adressée le 5 juin à Didier Migaud,

Premier président de la Cour des Comptes, le directeur général de Pôle emploi, Jean Bassères, s'emploie à démonter point par point les reproches. Il évoque l'agrégation sur le site de Pôle emploi d'offres d'emploi de partenaires du privé, qui ont permis à l'opérateur de «doubler par rapport à 2012» le nombre d'offres en ligne - 300.000 accessibles, 180.000 issues des partenaires privés.

Les résultats de l'opérateur sont «perfectibles», mais «progressent de façon incontestable», selon Jean Bassères, qui cite à l'appui des données chiffrées relatives au retour à l'emploi et à la satisfaction des demandeurs d'emploi et des entreprises.